



Parcoursup, l'incompris

Les lycéens peuvent commencer à formuler leurs vœux
sur la plateforme d'orientation post-bac

P. 2-3

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Atelier d'orientation pour des terminales du lycée Monod d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), en mars 2019. Corentin Fohlen/Divergence





ÉVÉNEMENT

Parcoursup, source de dégâts sociaux

Depuis ce mercredi, les élèves de terminale et les étudiants en réorientation peuvent commencer à s'inscrire et à sélectionner sur Parcoursup leurs vœux d'études.

Si le but initial de cet outil était de rendre les formations du supérieur plus accessibles aux classes populaires, sa complexité produit l'effet inverse.

Parallèlement, face au manque

de conseillers, le marché de l'orientation prospère sur l'angoisse des familles.

— Cinq ans après son lancement, la plateforme d'orientation suscite toujours l'incompréhension des adolescents et de leurs familles.

— Face au sentiment d'injustice, le ministère promet plus de clarté.

Parcoursup est-il « anti-social » ? C'est du moins l'accusation de certains acteurs de l'enseignement à l'adresse de la plateforme d'orientation qui ouvre ce mercredi. « La mise en

place de cet outil, couplée à une réforme du bac complexe, décourage les familles », tranche ainsi un ancien recteur.

Pourtant, cette plateforme qui est devenue un passage obligé pour accéder à 21 000 formations a été mise en place en 2018 précisément au nom de l'égalité des chances. Elle remplaçait l'ancien système APB – qui aboutissait à ce que les places en psychologie, sport ou droit soient tirées au sort – mais en partageait la philosophie : rebatte les cartes de la sélection scolaire afin que les formations du supérieur soient plus accessibles aux classes populaires.

Paradoxalement, certains élèves parmi les plus vulnérables se retrouveraient exclus du système. Au lycée Mozart du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), Johan Faerber, professeur de lettres modernes, parle encore avec émo-





tion d'une de ses élèves de l'année dernière, « brillante », qui a jeté l'éponge face aux difficultés. Se jugeant trop fragile, pas assez entourée, elle a purement et simplement renoncé à postuler sur Parcoursup.

« Elle s'est inscrite dans une des écoles privées qui championnent désormais sur une simple promesse : "Recruter hors Parcoursup" », peste le professeur. Problème : « Ces formations peu contrôlées et souvent chères pourraient en fait s'avérer être des voies de garage. » Pourtant, elles attirent désormais nombre de ses élèves issus de familles modestes – 60 % sont boursiers – qui acceptent de s'endetter afin de se garantir une place dans l'enseignement supérieur, avec l'assurance d'un emploi à la clé.

Sophie Laborde-Balen, fondatrice du réseau de conseillers d'orientation Tonavenir.com, en témoigne : « Ce genre de demande augmente. » Dans sa clientèle, elle compte certaines mères femmes de ménage, qui veulent que leurs enfants tentent leur chance dans le privé en finançant leurs études grâce à des jobs d'été, un crédit et de l'alternance. « Certains parents très modestes épargnent et sont prêts à payer des écoles privées à 11 000 € l'année pour que l'enfant gagne bien sa vie », confirme-t-elle.

Face à ce constat, Johan Faerber a publié un court libelle aux Éditions du Seuil, afin de dénoncer un système de sélection injuste et inégalitaire, qui ouvre selon lui la voie à une privatisation de l'enseignement supérieur et du marché de l'orientation hors de tout contrôle (*lire ci-contre*), au détriment des plus pauvres (1).

Parmi les obstacles, l'opacité et la difficulté à se repérer dans des informations trop nombreuses. Afin d'y remédier, la sociologue Annabelle Allouch, maîtresse de conférences à l'université de Pi-

cardie Jules-Verne (2), appelle à remettre l'humain au cœur de la machine : « À un moment, les jeunes, comme leurs parents, ont besoin de voir un visage, de savoir qu'il y a quelqu'un derrière la note, le classement. À l'inverse, là, ils sont noyés dans une foule d'informations. Seule une fraction des familles sait comment hiérarchiser. » Face à ces critiques, le ministère promet cette année plus de transparence. Les formations devront mieux préciser leurs critères de sélection.

Ces critiques ne sont cependant pas partagées par certains établissements qui, de leur côté, estiment que le profil de leurs élèves a effectivement changé. Puisque toutes les formations sont regroupées sur une même plateforme, l'information circule mieux et là où, auparavant, certains élèves ne visaient pas assez haut faute de savoir s'y prendre, désormais ils se lancent.

« Certaines barrières ont sauté », affirme-t-on désormais à Sciences Po, par exemple, qui a rejoint la plateforme en 2020 et abandonné son traditionnel concours. En 2022, le nombre de candidats avait augmenté de 60 %, la diversité des lycées d'origine était en hausse de 50 %, et la part des étudiants franciliens tombée à 10 %. La part d'élèves boursiers s'élève à 30 %, ●●● ●●● contre 25 % auparavant. Ce succès nourrirait à son tour la défiance et les critiques à l'égard de Parcoursup. Certains élèves ont d'ailleurs appris dans la douleur à céder leur place. Les perdants se trouvent aussi parmi les bons élèves des centres-villes, prévient Annabelle Allouch. « Là encore, l'opacité des critères est en cause. Elle aboutit à laisser d'excellents candidats sur la touche, sans explication. »

Samy en a fait les frais l'an dernier. Malgré son 16 de moyenne et d'excellentes appréciations de

ses professeurs, il n'a réussi à décrocher une place en prépa qu'à la toute fin de l'été, à l'issue d'une attente interminable. Usé, il a renoncé et s'est inscrit en fac, quitte à voir son rêve de devenir ingénieur s'éloigner. « Depuis, nous nous demandons encore ce qui a bien pu clocher », avoue Meriem, sa mère. Sa confiance dans le système scolaire en ressort fortement ébranlée. « Est-ce que certains établissements surnotent leurs élèves au point de fausser complètement la compétition ? », s'interroge-t-elle.

Pour Johan Faerber, tout ceci aurait pu être évité si l'État avait fait d'autres choix. Parcoursup ne serait, selon lui, que le symptôme du désengagement des pouvoirs publics depuis plusieurs décennies. Alors que les enfants du baby-boom des années 2000 allaient arriver dans l'enseignement supérieur vingt ans plus tard, les gouvernements successifs n'ont pas anticipé cet embouteillage pourtant prévisible. « Plutôt que de créer des places supplémentaires à l'université ou des postes de professeurs, ils ont enterré l'idée d'un service public de l'enseignement. Là où l'obtention du bac donnait le droit à une place dans le supérieur, désormais celle-ci se mérite. Et en cas d'échec, l'élève est le seul tenu pour responsable, dans une inversion des responsabilités », charge-t-il.

Annabelle Allouch plaide pour qu'une évaluation globale de l'outil soit menée car le prix de la compétition actuelle sur la cohésion sociale pourrait être élevé. Les études qu'elle mène en ce moment semblent montrer qu'un « marché de l'angoisse » a émergé ces dernières années, qui se traduit par un boom du coaching d'orientation, mais aussi par la hausse des recours auprès des présidents d'université, et même





par une consommation de somnifères et de tranquillisants par les jeunes et leurs familles.

Emmanuelle Lucas

(1) Parlez-vous le Parcoursup ?

Éd. du Seuil, 2023.

(2) Les Nouvelles Portes des grandes écoles, PUF, 2022.

Emmanuelle Lucas

repères

Les différentes étapes de Parcoursup

Du 18 janvier au 9 mars, les candidats s'inscrivent sur la plateforme et formulent dix vœux, avec la possibilité de sous-vœux.

Du 10 mars au 6 avril, les candidats fournissent les documents réclamés par les formations auxquelles ils ont candidaté. Pour chaque vœu, quelques lignes de motivation sont attendues. À l'issue du conseil de classe du deuxième trimestre, une fiche « avenir » est aussi transmise avec l'appréciation des professeurs et l'avis du chef d'établissement.

À partir du 1^{er} juin, les réponses des formations tombent.

Du 15 juin au 12 septembre se déroule la phase complémentaire. Si le candidat n'a été reçu dans aucune formation, il peut formuler jusqu'à dix nouveaux vœux dans les cursus disposant de places disponibles.

Alors que les enfants du baby-boom des années 2000 allaient arriver

dans l'enseignement supérieur vingt ans plus tard, les gouvernements n'ont pas anticipé cet embouteillage pourtant prévisible.

«Les jeunes, comme leurs parents, ont besoin de voir un visage, de savoir qu'il y a quelqu'un derrière la note, le classement. À l'inverse, là, ils sont noyés dans une foule d'informations.»





Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

